



FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET EN RDC - 5ÈME ÉDITION 4 AVRIL 2025

RÉSUMÉ

MOTS D'OUVERTURE

La séance d'ouverture du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC a réuni plusieurs officiels qui ont accueilli les participants pour discuter des enjeux numériques critiques. Les intervenants ont souligné l'importance de la révolution numérique pour tous les citoyens et leur droit à l'autodétermination dans l'espace numérique. Des remerciements ont été adressés au Président de l'Assemblée Nationale pour son engagement personnel dans les questions de développement numérique. La séance a établi l'objectif du forum comme plateforme d'échange d'idées sur les défis et opportunités de la gouvernance numérique en République Démocratique du Congo.

ACCÈS, ACCESSIBILITÉ À INTERNET

Ce panel a abordé les défis d'accès à l'internet et d'inclusion numérique en RDC. Les discussions ont porté sur le développement des infrastructures, les disparités de qualité de service entre zones urbaines et rurales, et le coût de l'accès à internet. Le panel a mis en évidence les problèmes liés au fonds de service universel destiné à soutenir l'accès dans les zones mal desservies. Les intervenants ont noté que malgré les progrès, de nombreux Congolais n'ont toujours pas un accès fiable à internet, avec des préoccupations concernant les prix de connectivité qui diffèrent considérablement d'une province à l'autre. La session a également abordé les aspects techniques de la diffusion de l'événement aux publics sur les plateformes de médias sociaux.

CADRE LÉGAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La session sur le cadre légal a examiné la réglementation des télécommunications et du numérique en RDC, en se concentrant sur le Code du Numérique de 2023 et la Loi Télécom de 2020. Les intervenants ont discuté des défis dans la mise en œuvre de ces lois, notamment le besoin d'arrêtés administratifs pour opérationnaliser diverses dispositions. Des préoccupations ont été soulevées concernant les conflits entre les arrêtés ministériels et la hiérarchie juridique, particulièrement en ce qui concerne le transfert de responsabilités aux organes de régulation. Le panel a souligné l'importance d'autorités de régulation indépendantes et a critiqué les approches actuelles de mise en œuvre. Les discussions ont mis en évidence l'écart entre la législation adoptée et l'application pratique, avec des appels à accélérer le processus de mise en œuvre.

LES TECHNOLOGIES DU MOMENT

Cette session s'est concentrée sur les technologies émergentes, particulièrement l'intelligence artificielle, et leurs implications environnementales et sécuritaires pour la RDC. Un expert technique a détaillé l'empreinte carbone significative de l'IA, notant que les systèmes d'IA consomment une énergie électrique substantielle. La discussion a couvert les défis de cybersécurité, les préoccupations de protection des données, et la nécessité d'une adoption technologique responsable. Les intervenants ont souligné l'importance d'équilibrer l'avancement technologique avec la durabilité environnementale et ont mis en évidence les risques de deepfakes et de désinformation rendus possibles par l'IA. Le panel a appelé au développement de cadres juridiques spécifiques à la gouvernance de l'IA et au renforcement de la littératie numérique parmi les citoyens congolais.

MOTS DE CLÔTURE

La séance de clôture a exprimé de la gratitude envers tous les participants, organisateurs et institutions de soutien, y compris la Commission Nationale et Internationale Française. Les intervenants ont réfléchi sur les réalisations du forum et ont souligné la responsabilité collective dans la formation de l'avenir numérique de la RDC. Ils ont annoncé des plans pour un engagement futur, comprenant une proposition de référendum sur les questions de gouvernance d'internet. La séance s'est conclue avec la reconnaissance du succès de la cinquième édition et a reconnu les contributions de divers acteurs dans l'avancement des discussions sur la gouvernance numérique dans le pays.